

L'importance de Londres dans l'histoire de la Grande-Bretagne contemporaine

In: Genèses, 1, 1990. pp. 47-57.

Citer ce document / Cite this document :

Stedman Jones Gareth, Goujon Florence. L'importance de Londres dans l'histoire de la Grande-Bretagne contemporaine. In: Genèses, 1, 1990. pp. 47-57.

doi : 10.3406/genes.1990.1013

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1990_num_1_1_1013

Les historiens de la Grande-Bretagne contemporaine n'ont jamais nié l'importance de Londres dans l'histoire nationale mais, jusqu'à une période récente, ils en ont dit étonnamment peu de choses. Dès 1700, Londres était la ville la plus peuplée d'Europe. Son impact sur le développement économique et social du reste de la Grande-Bretagne fut mis en évidence par Defoe au début du XVIII^e siècle et, dans les quatre dernières décennies, largement documenté dans les études historiques de Ficher et Wrigley¹. Mais, aux alentours de 1750, le récit s'épuise : le théâtre de l'histoire britannique moderne se situait ailleurs.

Pour les historiens de l'économie, la série d'événements décisifs, ce sont les changements qui pendant un siècle, à partir de 1750, ont transformé l'aspect de l'agriculture et de l'industrie, et dont le point culminant a été la « révolution industrielle » considérée par beaucoup, non seulement comme l'événement dominant de l'histoire britannique de ces deux derniers siècles, mais de l'histoire mondiale elle-même. Dans la volumineuse littérature qui a tenté d'interpréter ce processus, avec ses controverses majeures sur l'applicabilité de la notion de « décollage », ou la chronologie de celui-ci, sur le rôle des « secteurs moteurs », sur le volume de la formation de capital, ou sur le caractère graduel ou bien révolutionnaire des changements eux-mêmes, il y a toujours eu consensus sur un point : Londres est restée en marge de ce processus. Comme l'écrivait, il y a longtemps, J. L. Hammond, la révolution industrielle fut « comme une tempête qui passa au-dessus de Londres pour aller ailleurs² ».

Mais même une fois l'industrialisation supposée accomplie, Londres n'a pas connu un meilleur sort. Car si l'histoire économique de la Grande-Bretagne contemporaine a été celle d'une croissance entraînée par l'industrie, alors la question qui se pose de façon obsédante aux historiens de l'économie à propos de la période postérieure à 1870, devient : *qu'est-ce qui a mal tourné*³ ? La diminution de la part britannique du commerce mondial des produits manufacturés aurait-elle pu être évitée ? L'histoire économique de cette période a été dominée par la recherche de boucs émissaires. On a accusé tantôt les entrepreneurs, tantôt les insuffisances du système bancaire et l'importance des placements à l'étranger, tantôt les parti-pris antiscientifiques d'Oxford, de Cambridge et des écoles privées, tantôt encore des contraintes d'appro-

L'IMPORTANCE DE LONDRES DANS L'HISTOIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE CONTEMPORAINE

Gareth Stedman Jones

1. F. J. Fisher, "The Development of London as a Centre of Conspicuous Consumption in the XIXth and XXth Centuries", *Transactions of the Royal Historical Society*, 4th series, vol. 30, 1948; E. A. Wrigley, "A Simple Model of London's Importance in Changing English Society and Economy, 1650-1750", *Past and Present*, n 37, 1967; cf. également : A. Beier, Roger Finlay (eds.), *London 1500-1700: the Making of the Metropolis*, London, Longmans, 1986 ; Peter Clark, Paul Slack, *English Towns in Transition*, London, Oxford University Press, 1976.

2. J. L. Hammond, *New Statesman*, 21 March, 1925.

3. Cf. Donald N. MacCloskey, "Did the Victorians fail?" repris dans Donald N. MacCloskey, *Enterprises and Trade in Victorian Britain*, London, 1981.

DOSSIER

Les voies de l'histoire

Gareth Stedman Jones
*L'importance de Londres
dans l'histoire
de la Grande-Bretagne
contemporaine*

4. *Ibid.* ; cf. également Martin J. Wiener, *English Culture and the Decline of the Industrial Spirit*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

5. C'est pendant l'hiver 1903 que la divergence des stratégies économiques s'exprima pour la première fois dans le débat politique, avec la polémique publique entre Chamberlain et Asquith sur la question de la réforme douanière. Un indice de la puissance des intérêts du sud de la City est le fait qu'il ait fallu attendre la crise de 1931 pour que le protectionnisme soit introduit et par un gouvernement de coalition alors qu'il faisait partie du programme électoral du parti conservateur dès 1906.

6. Cf. par exemple, H. Perkin, *The Origins of the Modern English Society 1780-1880*, London, Routledge and K. Paul, 1969 ; P. Thompson, *Socialists, Liberals and Labour: the Struggle for London, 1885-1914*, London, 1967.

visionnement⁴. Mais une fois encore, il est curieux de voir le peu d'intérêt porté à Londres, seule région de l'économie qui se portait indiscutablement bien et qui continua de prospérer longtemps après que les exportations industrielles de base de la Grande-Bretagne eurent connu un déclin irréversible. Le postulat de la primauté de l'industrie s'est généralement combiné avec une idée naïve ou non théorisée de l'intérêt économique national. Il en a résulté une image de l'économie étrangement irréaliste où Londres joue le rôle du traître⁵. Ainsi, que l'objet du débat ait été l'incapacité des banques d'investissement à investir dans l'industrie à l'époque victorienne ou le retour à l'étalon-or en 1925, la question n'a pas été de savoir comment la City fit ce qu'elle fit, mais pourquoi elle ne fit pas autre chose.

Les principales préoccupations de l'histoire sociale ont suivi une voie analogue. Si l'événement dominant de l'histoire contemporaine a été l'industrialisation, alors, pour l'histoire sociale, cela impliquait d'examiner l'émergence des rapports sociaux que l'on considère comme caractéristiques du capitalisme industriel. Mais là encore, sur le plan national et démographique, le résultat est une histoire un tant soit peu biaisée. Car, que cela ait conduit à étudier les mouvements liés à la formation de la classe ouvrière, le passage de la déférence et du paternalisme à une société de classe viable, le développement des syndicats, ou l'émergence et la croissance du Parti travailliste, c'est, de façon écrasante, toujours l'histoire de la province que l'on analysait, Londres s'en distinguant comme un cas particulier embarrassant⁶.

Enfin, pour l'histoire politique qui s'est intéressée à la politique extérieure, aux réformes du Parlement, aux transformations des pouvoirs publics et à l'administration, à l'évolution de la politique sociale, ou à la montée et au déclin des partis politiques, il a été tout aussi secondaire que Westminster et Whitehall se situent à Londres. A partir de 1800, le rôle de Londres dans l'histoire nationale a été en grande partie invisible. Pendant la plus grande partie du XX^e siècle, Londres n'a pas eu d'administration municipale puissante et démocratiquement élue. C'est pourquoi il est difficile de parler des tendances politiques de Londres de la même façon que les historiens parlent ordinairement de Birmingham ou de Manchester. De plus, dans la plupart des mouvements politiques ou sociaux de cette période, Londres est apparue principalement comme une sorte de digue contenant, dissipant ou réprimant les vagues d'espoir,

de frustration ou de colère nées dans les provinces. Londres a peu participé au mouvement méthodiste ou au renouveau non conformiste. Elle a joué un rôle effacé dans l'avènement du libre-échange et fut en grande partie sourde aux campagnes pour l'embellissement urbain, au milieu du XIX^e siècle. Elle fut généralement considérée comme un obstacle aux espoirs du Chartisme, du libéralisme gladstonien, des syndicats et d'une représentation politique ouvrière indépendante. Au XX^e siècle, il a été plus difficile de ne pas réaliser l'importance de Londres. La croissance des industries nouvelles, la conquête du *London County Council* par les travaillistes, le Bliz, puis la politique de planification urbaine, sont autant de facteurs qui ont inévitablement attiré l'attention sur Londres. Mais malgré cette réserve, l'étude détaillée de la politique de la région londonienne et l'interprétation de son poids dans l'histoire nationale restent encore insuffisamment développées. L'impression qui demeure est que Londres est un élément largement passif qui, tantôt fait obstacle, tantôt se soumet à des changements provenant d'ailleurs.

En somme, des historiens de tout bord ont eu tendance à accepter l'idée que la Grande-Bretagne contemporaine était la « première nation industrielle » et le modèle des rapports sociaux et politiques qui en résultaient. Dans une telle perspective, le rôle de Londres ne peut être perçu que comme une vaste anomalie.

Anomalie ? Ou forme prédominante de développement ? Le fait est que si l'on prolongeait aux XIX^e et XX^e siècles, les récits du développement de Londres qu'ont fait les historiens du début de l'époque contemporaine, il serait difficile de soutenir l'idée selon laquelle l'industrialisation ou l'industrialisme a entraîné une rupture. Manifestement, Londres a continué de croître aux XIX et XX^e siècles, en population comme en richesse. Au cours du XVIII^e siècle, la population était passée de 400 000 à 900 000 habitants. En 1901, la population de Londres et du Middlesex avait atteint 5,6 millions d'habitants et, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la population de la région londonienne avait dépassé les 8 millions. S'il existe un fondement à l'idée de rupture, il réside dans le fait que le taux de croissance démographique de certaines des nouvelles villes industrielles a été supérieur à celui de Londres, dans les toutes premières décennies du XIX^e siècle⁷. Mais ceci ne devrait pas masquer le fait que, pendant cette période, la part de Londres dans la population nationale augmen-

7. Cf. F. H. Sheppard, "London and the Nation in the Nineteenth Century", *Transactions of the Royal Historical Society*, vol. 35, 1985, p. 54.

DOSSIER

Les voies de l'histoire

Gareth Stedman Jones
*L'importance de Londres
dans l'histoire
de la Grande-Bretagne
contemporaine*

8. W. D. Rubinstein, "Wealth, lists and the Class Structure of Modern Britain", *Past and Present*, n° 76, 1977 ; et du même auteur, "The Victorian Middle Classes: Wealth, Occupation and Geography", *Economic History Review*, 2nd series, n° 30, 1977.

9. *Ibid.*, p. 618.

10. C. H. Lee, *The British Economy since 1700: a Macro-Economic Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 255-256.

tait. En 1801, la population de Londres et du Middlesex s'élevait à 7,9 % de la population ; en 1851, ce chiffre était passé de 12,1 % et en 1901 à 14,4 %. Par la suite, la croissance de Londres déborda ces limites administratives. Et le dynamisme continu du processus sera suffisamment démontré si l'on remarque que, pendant l'entre-deux-guerre, plus de la moitié de l'accroissement démographique national fut concentré sur Londres et les comtés avoisinants.

Les chiffres concernant la distribution géographique de la richesse pendant toute cette période sont encore plus frappants. Selon l'analyse de Rubinstein sur les riches de l'époque victorienne, sur les huit fortunes de plus de un million de livres qui subsistaient au cours de la période 1809-1858, cinq avaient été constituées à Londres, et pendant tout le XIX^e siècle, Londres a représenté 38 % à 64 % de toutes les fortunes de plus de un demi-million de livres⁸. Par contraste, l'Angleterre industrielle n'en a jamais représenté plus de 25 %. On trouve le même tableau lorsqu'il s'agit des classes moyennes. En 1812, il apparaît que plus de la moitié des revenus de la classe moyenne britannique était située dans la région de Londres et des chiffres comparables pour 1879-1880 suggèrent que cette distribution restait alors inchangée. Pour cette dernière année, selon Rubinstein, il semble que Londres non seulement avait un revenu commercial plus élevé que celui, combiné, de toutes les principales villes provinciales, mais que la classe moyenne y était plus riche par habitant et plus nombreuse que dans les provinces⁹. Les chiffres connus sur le revenu régional pour la période postérieure à 1945 suggèrent une forte continuité avec la période victorienne. Le plus frappant, c'est la dichotomie qui existe entre le sud-est et le reste du pays, ainsi que l'accentuation de plus en plus marquée de l'inégalité à la fin des années 1970 et dans les années 1980 – en 1976, le revenu par tête dans le sud-est était supérieur de 10 points à celui du nord-ouest ; en 1983, l'écart était passé à 27 points.

Ce que l'on peut inférer de ces chiffres n'est pas seulement que l'agglomération londonienne était la région la plus peuplée et la plus dense de l'époque victorienne, mais aussi, comme l'affirme C. H. Lee, qu'elle était « la région la plus avancée » de l'économie victorienne et qu'elle « contribue en proportion au développement de cette économie¹⁰ ». De fait, le sud-est représentait plus de la moitié des nouveaux emplois créés entre 1841 et 1911 et, pendant les décennies suivantes du XX^e siècle, la

prédominance du sud-est devint encore plus marquée. Entre 1911 et 1971, le sud-est a enregistré 3,8 millions de nouveaux emplois pour une perte de 1,1 million alors que le reste de la Grande-Bretagne en a gagné 6,2 millions et perdu 3,5 millions¹¹. Ainsi, le gain net d'emplois au XX^e siècle a été partagé presque également entre le sud-est et le reste du pays.

Une des raisons pour lesquelles les historiens ont eu tendance à négliger l'histoire économique de Londres tient au fait que la croissance de l'emploi y est concentrée dans le secteur des services. De fait, 66 % des nouveaux emplois créés dans le sud-est entre 1841 et 1911 l'étaient dans les services¹². Les économistes et les historiens de l'économie ont traditionnellement attribué une importance secondaire à ce secteur. Si c'est l'industrie qui entraîne la croissance, il est logique de supposer que le secteur tertiaire s'est développé, soit proportionnellement à l'accroissement dé-

11. C. H. Lee, "Regional Growth and Structural Change in Victorian Britain", *Economic History Review*, 2nd series, vol. 34, 1981, p. 452.

12. C. H. Lee, *The British Economy since 1700: a Macro-Economic perspective*, op. cit., p. 264-265.



*Dresden Road, Upper Holloway.
vers 1990*

DOSSIER

Les voies de l'histoire

Gareth Stedman Jones
*L'importance de Londres
dans l'histoire
de la Grande-Bretagne
contemporaine*

13. H. J. Dyos, "Greater and Greater London: Notes on Metropolis and Provinces in the XIXth and XXth centuries", in J. S. Bromley, E. S. Kossmann (éds.), *Britain and the Netherlands in Europe and Asia*, London, Macmillan, 1971, p. 103.

14. N. F. R. Crafts, "British Economic Growth 1700-1831", *Economic History Review*, 2nd series, vol. 36, 1983 ; N. F. R. Crafts, *British Economic Growth during the Industrial Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 1985.

15. Hollis Burnky Chernery & Moises Syrquin, *Patterns of Development, 1950-1970*, London, Oxford University Press for the World Bank, 1975.

16. P. G. Hall, *The Industries of London since 1861*, London, Hutchinson University Library, 1962 ; G. Stedman Jones, *Outcast London: a Study in the Relationship between Classes in Victorian Society*, Oxford Clarendon Press, 1971.

mographique général, soit comme conséquence spécifique de l'industrialisation. Ainsi, l'image largement passive de Londres peinte par l'histoire sociale et politique se trouve redoublée par l'attribution d'un rôle passif aux services dans les théories du développement économique. C'est sans doute pour cette raison que l'éminent historien de la Londres victorienne, H. J. Dyos, a pu se demander si l'impact de Londres sur les provinces au XX^e siècle « a présenté un stimulant important pour la croissance économique de certaines régions du pays ou s'il a constitué une sorte de frein au progrès au sens large¹³ ».

En fait, aucun de ces présupposés économiques traditionnels ne semble valide. Premièrement, ainsi que l'ont démontré, notamment, les recherches de Crafts, la contribution des services à la croissance économique depuis 1700 ne fut jamais inférieure à celle de l'industrie – sauf pour les trois décennies, de 1800 à 1830 – et pendant les cinquante années qui précéderent 1914, la part des services devint prédominante, sa part de l'emploi national augmentant de 10 %¹⁴. Deuxièmement, à l'exception partielle du secteur de la distribution, il n'y a pas eu de corrélation simple ou évidente entre l'accroissement des services et celui de la population totale. Troisièmement, et c'est peut-être le plus important, une analyse des statistiques de l'emploi par types d'économie régionale selon les modèles de développement suggérés par Chenery et Syrquin, ne corrobore pas l'idée que la croissance des services ait été simplement ou même principalement dépendante du développement de l'industrie¹⁵. C. H. Lee a trouvé que, comparées à la région de Londres et du sud-est, les régions minières et textiles étaient particulièrement sous-représentées pour les emplois dans le secteur des services. De plus, la plupart des manufactures concentrées dans le sud-est – et Londres est demeurée le principal centre manufacturier même au sommet de la suprématie industrielle de la Grande-Bretagne en 1861 – étaient une réponse aux besoins de consommation d'une population importante et, pour une part significative, riche, qui bénéficiait d'une croissance entraînée par le secteur des services¹⁶, précisément le contraire du scénario conventionnel.

L'importance des recherches de Lee, Rubinstein, Cassis et d'autres réside dans le fait qu'elles permettent enfin de considérer Londres et les comtés avoisinants comme un

type distinct d'économie régionale ayant une histoire propre, continue, et d'évaluer sur cette base, avec plus de précision, sa place économique et politique dans la nation au cours des deux derniers siècles¹⁷.

Dans cette perspective, la croissance de Londres aux XIX^e et XX^e siècles représente une continuation du rôle qu'elle a joué aux XVII^e et XVIII^e siècles – comme siège du gouvernement, centre international du commerce et de la finance et foyer de la mode et de la consommation ostentatoire. L'importance croissante du secteur financier de Londres au XIX^e siècle est indiquée par la hausse de la part des invisibles dans la balance des paiements. Elle passa de 40 à 200 millions de livres entre les années 1850 et 1900, tandis que dans le même temps, le déficit commercial passait de 33 à 159 millions de livres¹⁸. L'importance du gouvernement pour la croissance de Londres est partiellement démontrée par l'accroissement des emplois du secteur public, qui passèrent de 17000 en 1797 à 107 000 en 1902¹⁹. L'importance de Londres comme centre de consommation est mis en lumière par la présence de millionnaires du XIX^e siècle comme le commerçant William Whitely, l'entrepreneur de bâtiments Thomas Cubitt ou le marchand d'art Sir Joseph Duveen. Enfin, l'énorme concentration de richesse, générée par ces activités dans les classes moyennes et supérieures, fut elle-même un stimulant essentiel d'une croissance supplémentaire des services. Comme l'écrit Lee :

Londres était le point de mire d'une société aisée, se livrant à une consommation ostentatoire et donnant du travail à toute une gamme d'activités de services utilisant beaucoup de main-d'œuvre, allant des services domestiques à l'un des extrêmes, jusqu'aux professions traditionnelles telles que celles de la médecine, de la justice et de l'éducation à l'autre extrême²⁰.

Si l'on considère Londres et le sud-est comme une région distincte, dont la croissance était en grande partie générée de façon interne, alors ce qui frappe peut-être le plus, c'est son isolement relatif par rapport aux problèmes des régions industrielles exportatrices du reste du pays. Londres, bien sûr, consommait du charbon et des produits textiles, du fer et de l'acier. Mais elle n'engagea pas de quantité significative de capital ou de main-d'œuvre dans les régions industrielles, pas plus qu'elle ne dépendit elle-même, de façon importante, pour son développement, de transferts de la richesse accumulée dans d'autres régions industrielles²¹. La City de Londres s'intéressait plus aux affaires foncières qu'à l'industrie, et lorsque ce n'était pas le cas, la plupart

17. Sur le rôle des banques et des institutions financières, cf. Y. Cassis, "Bankers in English Society in the late XIXth Century", *Economic History Review*, 2nd series, vol. 38, n° 2, 1985.

18. Cf. S. G. Checkland, "The Mind of the City 1870-1914", *Oxford Economic Papers*, 1957.

19. F. H. Sheppard, "London and the Nation in the XIXth Century", *op. cit.*, p. 63.

20. C. H. Lee, "Regional Growth and Structural Change in Victorian Britain", *op. cit.*, p. 450.

21. Sur l'autonomie de l'industrie cotonnière du Lancashire par rapport aux autres régions économiques du point de vue du capital comme du travail, cf. D. A. Farnie, *The English Cotton Industry and the World Market 1815-1896*, Oxford, Oxford University Press, 1979.

DOSSIER

Les voies de l'histoire

Gareth Stedman Jones
*L'importance de Londres
dans l'histoire
de la Grande-Bretagne
contemporaine*

22. C. H. Lee, *The British Economy since 1700: A Macro-Economic Perspective*, op. cit., p. 103.

23. Cf. P. J. Cain, A. G. Hopkins, "Gentlemanly Capitalism and British Expansion Overseas", *Economic History Review*, 2nd series, vol. 40, 1987 ; G. Ingham, *Capitalism Divided? The City and Industry in British Social Development*, London, 1984.

de ces investisseurs, aux XIX^e et XX^e siècles, se trouvaient concentrés dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de Londres. Comme l'indique Cassis, c'est sur des sources de richesse très traditionnelles que la City s'appuyait pour investir dans le monde entier. Lee note que propriétés foncières, bénéfices commerciaux, produits des emprunts d'État « contribuèrent également à unir en un seul tissu économique et social, la haute société des propriétaires fonciers, du gouvernement et de la finance²² ».

Ceci suggère qu'il faut quelque peu réviser l'équation traditionnelle, posée par les historiens de l'économie, entre l'intérêt économique national et le destin de l'industrie britannique. L'histoire de la région londonienne démontre pour le moins que la croissance économique pouvait prendre différentes formes et, dans certaines circonstances, amener à des choix politiques différents. Pour une grande partie de la période envisagée ici, de telles divergences furent à peine visibles parce que les intérêts des différentes régions étaient généralement compatibles. Londres et les régions industrielles exportatrices ont bénéficié du libre-échange et, vers la fin du XIX^e siècle, de l'Empire. Mais, comme commencent à le suggérer des recherches récentes, Londres se tailla probablement « la part du lion » dans les deux cas et lorsqu'au XX^e siècle, les intérêts commencèrent à diverger, ce furent les choix du sud-est qui prévalurent²³. Ce fut la défense et la promotion de la zone sterling plutôt que la régénération de l'industrie qui devint prioritaire en politique étrangère et économique entre les années 1920 et les années 1960, de même que c'est le développement de la City d'après la déréglementation qui l'emporte ces dernières années sur les demandes des régions industrielles « déprimées ». Puisque le type de croissance le plus important et le plus dynamique a eu lieu dans le sud-est à partir du milieu du siècle dernier, il n'est pas surprenant que les gouvernements successifs aient fait preuve de peu d'entrain face aux problèmes de la Grande-Bretagne industrielle.

Un tel changement de point de vue a des conséquences tout aussi radicales pour l'histoire sociale et politique. Si le sud-est a été en permanence le secteur de l'économie le plus avancé et dont la croissance a été la plus rapide depuis un siècle, il est temps que les historiens cessent de considérer Londres comme une déviation par rapport à un ensemble de présupposés normatifs sur les rapports sociaux déduits d'un modèle qui a pour base des villes industrielles petites

ou moyennes. Si on veut la faire entrer de force dans le cadre de la « première nation industrielle », une grande part de la littérature anglaise la plus connue paraît anecdotique ou même, à en croire certains historiens, refléter un refus nostalgique de l'« esprit industriel²⁴ ». Mais on peut la lire d'une façon différente lorsqu'on la replace dans le contexte d'une économie en expansion entraînée par les services. C'est cette Angleterre-là qui est décrite ou tournée en ridicule par Trollope, H. G. Wells, Galworthy, P. G. Wodehouse, Evelyn Waugh et Anthony Powell. Si on les lit avec ces nouvelles questions à l'esprit, ils offrent d'abondantes informations sur les systèmes de pouvoir, de clientélisme et de relations sociales et politiques qui se sont mis en place sur la base de l'économie en expansion du sud. Ils fournissent de nombreux indices de la spécificité des formes politiques et administratives que Londres et son arrière-pays du sud ont imprimées sur la société anglaise dans son ensemble²⁵.

Comme l'a démontré Rasmussen il y a cinquante ans, Londres fut la première ville au monde dont la croissance et la forme ont été largement déterminées par le marché²⁶. Si Londres fut « *the unique City* », c'est parce qu'elle a échappé aux visions grandioses des principes absolutistes et des bâtisseurs d'États nationaux. Mais elle n'a pas été simplement le produit du marché dans un sens éternel ou a-historique : il s'agissait du marché enchassé comme une carapace particulière de formes et de rapports institutionnels datant de la fin du XVII^e siècle. En simplifiant, Londres ne fut pas seulement la pépinière de l'esprit capitaliste au début de la période contemporaine, ce fut aussi le lieu où naquit ce que l'on a eu coutume d'appeler avec William Cobbett « *the old corruption* ». Le pouvoir et les privilèges s'exerçaient le plus souvent par le labyrinthe d'institutions dispersées qui s'emboîtaient et se recouvraient plutôt que par leur concentration. Au milieu du XIX^e siècle, par exemple, l'administration locale à l'intérieur des limites métropolitaines ne comptait pas moins de 300 organismes différents, dont les compétences étaient définies par 250 lois locales distinctes²⁷. La rationalité abstraite n'était pas la force qui la guidait. Son mode de fonctionnement est mieux décrit par l'image de la justice donnée par Dickens dans *Bleak House*²⁸ que dans les descriptions systématiques et formalisées du pouvoir que l'on peut trouver chez Weber ou Foucault. Au centre et à l'origine de ce réseau de pouvoirs et de privilèges se trouve la *City Corporation*. Francis Sheppard en a bien

24. Cf. par exemple, M. J. Wiener, *English Culture and the Decline of the Industrial Spirit*, op. cit.

25. Sur les changements de la façon dont la culture de la métropole s'est représenté le londonien – le *Cockney* – cf. G. Stedman Jones, "The Cockney and the Nation, 1780-1988", in D. Feldman, G. Stedman Jones, *Metropolis: London, Histories and Representations since 1800*, London, Routledge, 1989.

26. S. E. Rasmussen, *London, the Unique City*, London-New York, J. Cape, The Macmillan Company, 1937.

27. Sur le gouvernement de Londres, cf. D. Owen, *The Government of Victorian London, 1855-1889: the Metropolitan Board of Works, the Vestries and the City Corporation*, Harvard, Harvard University Press, 1982 ; P. L. Garside, K. Young, *Metropolitan London: Politics and Urban Change, 1837-1981*, London, Holmes and Meier, 1982 ; P. J. Waller, *Town, City and Nation: England 1850-1914*, Oxford, Oxford University Press, 1983.

28. Charles Dickens, *Bleak House*, London, New York, Toronto, Oxford University Press, 1971 [*La Maison d'Apré vent*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1979].

DOSSIER

Les voies de l'histoire

Gareth Siedman Jones
*L'importance de Londres
dans l'histoire
de la Grande-Bretagne
contemporaine*

29. Sheppard, "London and the Nation in the XIXth Century", p. 60.

30. W. D. Rubinstein, "The End of the 'Old Corruption' in Britain, 1780-1860", *Past and Present*, n° 101, 1983.

31. Cain, Hopkins, "Gentlemanly Capitalism", *Past and Present*, n° 122, 1989 ; mais aussi, M. J. Daunton, "'Gentlemanly Capitalism' and Britain Industry", *Past and Present*, n° 122, 1989.

résumé le rôle. Il y eu « des siècles de marchandages entre la City et la Cour, privilèges et immunités étant constamment obtenus en échange de financement et d'appui jusqu'à ce qu'enfin, avec la révolution de 1688, la City n'ait plus rien à obtenir de plus. Après cela, le gouvernement n'essaya plus d'intervenir dans les affaires de la City, tandis que la City, repue de privilèges, adoptait une attitude de stricte défense de ses droits acquis²⁹. »

Ainsi que Rubinstein l'a souligné récemment, le tableau de la « vieille corruption » peint par les radicaux, était en grande partie exact. La Banque d'Angleterre, les grandes *City Companies*, les politiciens du parti libéral, les capitalistes fonciers, les riches conseillers juridiques, les prélats mondains et ceux qui investissaient dans la dette publique formèrent un nœud de pouvoir unique et serré tout au long du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle. Mais, comme le souligne aussi Rubinstein, la « vieille corruption » fut radicalement transformée entre les années 1830 et 1870³⁰. Si le comportement de la *City Corporation* apparut de plus en plus scandaleux dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, ce fut parce qu'elle ne s'était pas adaptée suffisamment vite au nouvel esprit d'une administration moralisée, devenu prépondérant vers le milieu de l'époque victorienne.

Toutefois, il est important de faire la différence entre la forme et la substance du pouvoir. Londres demeura le centre d'un vaste réseau de clientèle dans ce nouvel ordre comme elle l'avait été dans l'ancien. Les pratiques trop flagrantes de la vieille corruption furent remplacées par une sorte de méritocratie au sein des classes dirigeantes, mais ceci ne représentait certainement pas une abdication du pouvoir de leur part. Comme l'ont écrit Cain et Hopkins :

La nouvelle élite qui proliférait dans le secteur des services du sud de l'Angleterre donna probablement la principale impulsion à la transformation du système clientéliste et fut très certainement la principale bénéficiaire des possibilités qu'offrait la réforme [...]. » Ce fut « [...] un amalgame de rentiers, de salariés des services et de ce qui restait de propriétaires terriens qui se forma pour constituer la classe supérieure d'après 1850³¹.

En outre, de même qu'elle avait trouvé de nouveaux emplois, l'élite foncière trouva de nouvelles sources de revenus. Les hypothèques agricoles, les chemins de fer et, après 1870, l'exportation de capitaux ouvrirent des débouchés qui remplacèrent ceux « que la dette publique fournissait jadis à l'argent des rentiers ».

Quant au gouvernement local et régional, il y eut une continuité analogue, même si ses formes changeaient. Les formes manifestes de corruption et d'intimidation disparurent en grande partie, mais les formes démocratiques et représentatives du gouvernement furent entourées d'une barrière de comités spécialisés, d'autorités particulières, d'associations professionnelles et d'organisations d'État quasi autonomes. Tout changement fondamental du pouvoir était rendu impensable par le fonctionnement de la machine bien huilée que l'on a appelée au XX^e siècle, l'« *Establishment* », avec le cortège bien dressé que forment « *the great and the good* ». Mais pas tous les changements, car ce qu'affirme Rasmussen reste valide. Londres demeure ce qu'elle était alors, une ville façonnée par le marché. Ainsi, de même que la Londres de l'époque victorienne fut bien plus l'œuvre des compagnies de chemins de fer, des entrepreneurs en bâtiment et des grands propriétaires fonciers que celle du gouvernement national ou des autorités municipales, dans le Londres des années 1980, c'est la *London Docklands Development Corporation* et non les *boroughs* ou le *Greater London Council*³² qui a le plus contribué à transformer le visage de Londres.

Depuis dix ans apparaissent les signes d'une régression des formes traditionnelles du pouvoir exercé par l'*Establishment* à Londres et en Grande-Bretagne. Il est encore trop tôt pour présager des changements futurs d'après la transformation de l'*East-End* et de la City. Mais une chose est plus que probable : quelles que soient les nouvelles formes de l'exercice du pouvoir et de l'autorité, c'est à Londres qu'elles ont le plus de probabilités d'apparaître.

Traduction de Florence Goujon

32. Le *Greater London Council* (Conseil du Grand Londres) était une autorité locale compétente en matière de planification urbaine, d'infrastructures, de logement et de transport pour l'ensemble de l'agglomération de Londres. Créé en 1965, il faisait suite, pour un territoire plus étendu, au *London County Council* (Conseil du comté de Londres), institué en 1888. Le GLC a été supprimé en 1986 par le gouvernement Thatcher, et ses compétences transférées tantôt au gouvernement central, tantôt à des unités administratives plus petites, les bourgs métropolitains (*metropolitan borough councils*) (NdlR).